

1948] (p. 6392). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6), [10 janvier 1950] (p. 194), [11 janvier 1951] (p. 326).

HUTIN-DESGRÈES (M. Paul), Député du Morbihan.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires étrangères [25 février 1947] (p. 444), [26 janvier 1948] (p. 194), [8 novembre 1949] (p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 299), [24 avril 1951] (p. 3835); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Appl. de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [3 décembre 1947] (p. 5152), *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à instituer le bénéfice automatique de l'assistance médicale gratuite aux personnes visées par la loi du 13 septembre 1946, relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, n° 439. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à compléter la législation des allocations familiales en rendant la valeur des prestations fournies à la famille indépendante du temps de travail déclaré par l'employeur de l'allocataire, n° 565. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les employés communaux des garanties dont jouissent en matière de retraites les fonctionnaires de l'Etat, n° 985. — Le 27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 27 novembre 1946 portant organisation des services du Sous-Secrétariat d'Etat à

l'éducation nationale (jeunesse et sports), n° 1074. — Le 6 août 1948, une proposition de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur et de croix de guerre à l'occasion du I^{er} Congrès national et international des combattants volontaires des armées françaises et alliées, n° 5187. — Le 12 août 1948, une proposition de loi tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, n° 5252. — Le 7 septembre 1948, une proposition de loi tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, n° 5438. — Le 31 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la région bretonne et en particulier de la région morbihannaise durement éprouvées par un cyclone dans la nuit du 30 au 31 décembre 1948, n° 6014. — Le 19 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager un assouplissement dans l'application des dispositions relatives aux majorations de 10 0/0 pour payement tardif des impôts directs, n° 7199. — Le 25 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exiger des économies des départements ministériels et administratifs spécialement en ce qui concerne les missions et les déplacements, n° 7292. — Le 9 juin 1949, une proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1886 relative aux membres des familles ayant régné en France, n° 7405. — Le 23 juin 1949, une proposition de loi tendant à attribuer la Croix de guerre aux titulaires de la Croix du combattant volontaire au titre de la guerre 1914-1918, n° 7603. — Le 22 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 75 de la loi de finances du 31 décembre 1936 relative aux loteries, n° 7987. — Le 20 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les conditions d'attribution de la carte du combattant aux marins du commerce de la guerre 1914-1918, n° 9020. —

Le 27 avril 1950, une proposition de loi tendant à faciliter l'application des dispositions de la loi n° 49-588 du 25 avril 1949 créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire, pour faits de guerre, dans la période qui va du mois d'août 1914 à la commission Fayolle incluse, n° 9797. — Le 15 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer pour l'ensemble du territoire métropolitain la date des vacances scolaires du 1^{er} juillet au 15 septembre, n° 11673. — Le 1^{er} février 1951, une proposition de loi tendant à retarder la date de pénalisation du premier acompte provisionnel prévu pour 1951, n° 12013. — Le 22 février 1951, une proposition de loi créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit d'anciens combattants de la guerre 1914-1918, en supplément de celles prévues par la loi n° 49-588 du 25 avril 1949, modifiée par la loi n° 50-917 du 9 août 1950, n° 12306. — Le 27 février 1951, une proposition de résolution tendant à créer une commission parlementaire habilitée à connaître des abus dans la gestion des services dépendant de l'Etat, et à proposer les sanctions nécessaires, n° 12367.

Interventions :

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1866). — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4463, 4464, 4465); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement [26 décembre 1947] (p. 6247). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [5 janvier 1948] (p. 93). — Dépose une demande d'interpellation sur les efforts d'économie faits par le Gouvernement [20 mars 1948] (p. 2063). — Prend part à la discussion du projet de loi fixant les contingents de décorations : *Discussion générale*

[6 juillet 1948] (p. 4353). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Injures adressées au général de Gaulle*) [22 septembre 1948] (p. 6820). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 3 : *Son amendement relatif aux pouvoirs de la Commission de surveillance de la presse enfantine* [27 janvier 1949] (p. 150); Art. 4 : *Amendement de M. Barel tendant à exclure de la presse enfantine les directeurs et rédacteurs en chefs de journaux condamnés pour collaboration* (p. 151, 152); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 179, 180); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Ses explications de vote sur l'article unique* [26 juillet 1949] (p. 5340). — Dépose une demande d'interpellation sur la compression des dépenses à faire dans les administrations de l'Etat et les industries nationales [6 décembre 1949] (p. 6634). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant la législation relative aux membres des familles ayant régné en France; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à ne pas faire ratifier par le Parlement l'expulsion éventuelle des prétendants ou des membres de leur famille* [16 mai 1950] (p. 3727); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 12 : *Son amendement tendant à permettre aux médaillés militaires chevaliers de la Légion d'honneur d'opter pour le traitement le plus avantageux* [21 juillet 1950] (p. 5752, 5753); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [26 juillet 1950] (p. 5987, 5988); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 9 : *Amendement de M. Minjoz tendant à augmenter le nombre des cas où l'amnistie ne s'applique pas* [16 novembre 1950] (p. 7831); Art. 10 : *Amnistie aux invalides et mutilés de guerre* [17 novembre 1950] (p. 7883, 7884, 7885); Art. 13 : *Son amendement tendant à prévoir un tour de priorité pour les anciens combattants pour la réintégration dans la Légion d'honneur* [28 novembre 1950] (p. 8211, 8212, 8213); Art. 24 : *Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer l'article relatif aux effets de la dégradation nationale* [4 décembre 1950]

(p. 8535); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8574). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Paroles de M. Touchard relatives au patriotisme*) [26 avril 1951] (p. 4012). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Etat A, GUERRE, Chap. 9021 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le service du génie (Ecole de Coëtquidan)* [18 mai 1951] (p. 5415); — du projet de loi de finances pour 1951 : *Discussion générale* [18 mai 1951] (p. 5503); *Demande de renvoi du début, pré-*

sentée par M. Betolaud (p. 5503); Art. 14 bis : *Amendement de M. Coudray tendant à détaxer les recettes des clubs sportifs* (p. 5519); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (exonérations en faveur de l'enseignement privé)* [22 mai 1951] (p. 5771). — S'excuse de son absence [10 juin 1947] (p. 2000), [25 juillet 1947] (p. 3519), [30 juillet 1947] (p. 3713), [7 mai 1951] (p. 4778). — Obient des congés [30 juillet 1947] (p. 3713), [7 mai 1951] (p. 4778).

